

# Opinion

[Traduction]

## Un passeport pour entrer aux États-Unis – Une proposition risquée pour la prospérité d'un côté comme de l'autre de la frontière

Par **Jim Bradley, ministre du Tourisme de l'Ontario**

Source: Special pour le Star

Dès 2008, tous les Canadiens ainsi que tous les citoyens américains retournant dans leur pays devront présenter un passeport pour entrer aux États-Unis. À moins de trouver une meilleure solution.

Les artisans de cette proposition pensent à juste titre à la sécurité à la frontière. Toutefois, celle-ci risque de provoquer involontairement tant de torts à l'économie que nous devrions tous prendre un peu de recul, respirer profondément et repenser à cette idée.

Le monde a changé depuis le 11 septembre 2001. En effet, depuis ce jour-là, les Canadiens s'inquiètent au même titre que les Américains d'assurer la sécurité de l'Amérique du Nord contre des attentats terroristes et ont travaillé de concert avec les États-Unis pour que notre frontière commune soit plus sûre.

Les représentants officiels de l'Ontario ont rencontré leurs homologues de l'État de New York, du Michigan et de l'Ohio pour discuter du dossier de la sécurité frontalière. Le Canada a alloué 7,7 milliards de dollars à l'appui des efforts déployés pour lutter contre le terrorisme, et a entre autres fait passer de cinq à 14 le nombre d'équipes intégrées de la police des frontières (ÉIPF), équipes binationales d'application de la loi axées sur la mise en commun des renseignements, qui ciblent les terroristes, ainsi que les trafiquants d'armes et de drogues.

La question est la suivante : Que peut-on faire de plus pour assurer cette indispensable sécurité frontalière, tout en favorisant la libre circulation bilatérale, source de notre prospérité et pilier de la sauvegarde des libertés individuelles, si précieuses pour nos deux nations ?

Il faut trouver la bonne réponse, car l'enjeu est grand.

Seuls 35 pour cent des résidents canadiens et 25 pour cent des résidents américains détiennent à l'heure actuelle un passeport. Quand on sait qu'un passeport adulte coûte environ 100 dollars, la proposition freinerait grandement les voyages transfrontières, particulièrement les voyages en famille.

Selon nos estimations, la proposition pourrait faire chuter de 12 % d'ici à 2008 le nombre d'Américains qui visiteraient le Canada. Dans ma propre province, soit l'Ontario, les pertes pourraient se chiffrer à 570 millions de dollars américains et 7 000 emplois. La seule mention du changement a déjà de forts effets négatifs, comme le montre le nombre plus important

d'Américains qui sont restés chez eux l'été dernier par rapport aux années précédentes.

Au Québec, dans les provinces Maritimes et en Colombie-Britannique, l'industrie du tourisme souffrirait aussi, alors même qu'elle enregistre déjà une baisse des affaires en provenance du sud de la frontière. La Colombie-Britannique, qui se prépare à accueillir les Jeux olympiques de 2010, pourrait voir les Américains choisir de regarder à la télévision cette méga compétition d'athlétisme et éviter ainsi l'embêtement de faire une demande de passeport et de payer des droits.

L'économie américaine a autant à perdre que le Canada dans cette histoire de passeport obligatoire.

En 2004, 35,9 millions de Canadiens ont visité les États-Unis et versé 11,7 milliards de dollars dans les caisses de l'industrie touristique américaine, soit 2,1 milliards de plus que les Américains ont dépensé cette année-là au Canada.

L'obligation de présenter un passeport entraînerait la chute du secteur lucratif que représentent les visites d'une journée des Canadiens dans les États frontaliers, que ce soit pour assister à des matchs des Buffalo Bills, des Pistons de Détroit et des Mariners de Seattle ou à des tournois de Petites Liges au Maine, pour dîner dans des restaurants italiens fins à Niagara Falls (New York), pour magasiner ou partir spontanément en excursion. Les parents, les entraîneurs et les jeunes athlètes qui participent à des tournois amateurs de hockey, baseball et autres sports, au profit des villes d'accueil, se heurteraient à d'immenses obstacles pour maintenir ces compétitions amicales transfrontières.

La difficulté ne s'arrêterait pas à la ligne Mason-Dixon. Cette proposition aurait des retombées catastrophiques pour les terrains de golf, les restaurants, les hôtels et les centres de villégiature dans les hauts-lieux touristiques des régions méridionales, comme Myrtle Beach (Caroline du Sud), ainsi que dans toute la Virginie et la Floride où les retraités migrants canadiens peuvent jouer un rôle déterminant entre le simple maintien d'un seuil de rentabilité et l'enregistrement de profits.

Les risques que courent toutes les personnes concernées sont évidents.

C'est la raison pour laquelle la sénateur de l'État de New York, Hillary Clinton, pense qu'il est malvenu d'obliger tous les ressortissants américains et canadiens à se munir d'un passeport pour entrer aux États-Unis. Elle a tout simplement déclaré « Cette exigence aurait des conséquences économiques épouvantables, perturberait la circulation des marchandises et des services ainsi que les relations privées d'un côté et de l'autre de la frontière. »

Cela résume le problème. Quelle est la solution ?

D'autres voix se sont élevées dans des États américains frontaliers et ont suggéré d'autres solutions au lieu de jeter le bébé de l'économie avec l'eau du bain de la sécurité. Terri Lynn Land, la secrétaire d'État du Michigan, a ainsi proposé d'adapter le permis de conduire au passage de la frontière.

Portons au crédit du Département américain de la Sécurité intérieure de se dire prêt à envisager la possibilité d'utiliser d'autres documents sûrs pour entrer aux États-Unis. Le gouvernement de l'Ontario estime qu'il est en mesure de jouer un rôle à ce propos en organisant des discussions avec des représentants élus et des dirigeants de l'industrie des deux côtés de la frontière.

Je suis convaincu que nous pouvons trouver un document sûr, mais commode et facilement disponible, dont les Canadiens et les Américains pourraient se munir et garder ainsi les étroits liens qui les unissent de longue date.

**Jim Bradley, ministre du Tourisme de l'Ontario**